

POLITIQUES, COMMERCIAUX ET LITTÉRAIRES.

Volume 13. MONTREAL, MARDI 2 AVRIL 1850. No. 56.

Discours de M. Donoso Cortés marquis de Valdegamas.

Messieurs,
Retiré de la scène politique pour des causes que mes amis connaissent et que chacun devine, je n'avais pas l'intention de prendre part à cette discussion ni à aucune autre. Si je romps aujourd'hui ce silence, c'est pour accomplir un devoir sacré comme j'estime tous mes devoirs. Cependant, messieurs, le profond abattement qui a motivé en moi la résolution de renoncer à la vie publique, est plus grand aujourd'hui qu'hier, hier il était plus grand que la veille. Mes tristes prévisions s'appliquaient à l'Europe en général; aujourd'hui, par malheur, elles concernent aussi la nation espagnole. Je crois, messieurs, je crois avec la conviction la plus profonde que nous entrons dans une période d'angoisses; tous les symptômes l'annoncent à la fois: l'aveuglement des intelligences, l'animosité des esprits, les discussions sans objet, les luttes sans motif; mais, par-dessus tout, j'étonnerai sans doute beaucoup l'assemblée — la fleur des réformes économiques. Quand cette fleur qui vous agite tous emporte, comme elle le fait maintenant, les esprits, elle est le présage assuré de grandes catastrophes et de grandes ruines.

[Ceci M. le Marquis de Valdegamas passe en revue les principaux arguments des orateurs des différents partis, qui l'avaient précédé dans la discussion. Les uns ayant prétendu que la discussion du budget était un droit et que, par conséquent, on pouvait y renoncer; les autres, au contraire, affirmant que cette discussion était un devoir et que, conséquemment, elle était obligatoire, M. Donoso Cortés fait voir les écueils de chacun des systèmes et conclut: "Oui, les budgets doivent être discutés, mais ils ne peuvent être discutés dans la forme que vous le voulez."
Puis il continue:
"Mais l'abandon, Messieurs, la grande question, car dans toutes les affaires qui se traitent dans les Congrès et portent ailleurs; il y a beaucoup de questions; mais une seule est la vraie, et j'y arrive. La vraie question est la question économique, c'est-à-dire politique. En me plaçant à ce point de vue, je reconnais trois erreurs très graves, dans lesquelles sont tombés et l'opposition progressiste, et l'opposition conservatrice, et le Ministère jusqu'à un certain point, et jusqu'à un certain point aussi l'opinion publique. Moi, Messieurs, qui attaque l'erreur là où je la rencontre, je la combattrai où je l'ai rencontrée. Voici les trois erreurs que je signale. Première erreur: Les questions économiques sont pu elles-mêmes les plus importantes; seconde erreur: Le temps est arrivé où l'Espagne doit donner à ces questions l'importance qu'elles ont en elles-mêmes; troisième erreur: Les réformes économiques sont choses non seulement possibles, mais encore faciles. Tout le monde est tombé dans ces trois erreurs; je me suis levé ici uniquement pour combattre tout le monde sur ce terrain, pour combattre ces erreurs.
A l'appui de la première de ces trois propositions, intervient ici le témoignage des hommes d'Etat. Si on parle des hommes d'Etat d'aujourd'hui, je ne le nie pas; mais si on parle de ces hommes de colossale stature, fondateurs d'empires, civilisateurs de monarchies, civilisateurs des peuples, qui ont reçu une mission providentielle avec divers

titres, à diverses époques et pour diverses fins; s'il s'agit de ces grands hommes qui sont comme le patrimoine et la gloire des générations humaines; s'il s'agit, pour le dire en un mot, de cette dynastie magnifique qui part de Moïse, pour arriver à Napoléon en passant par Charlemagne; s'il s'agit de ces hommes immortels, je le nie absolument, je le nie. Nul homme, entre ceux qui sont arrivés à l'immortalité, n'a basé sa gloire sur la vérité économique; tous ont fondé les nations sur la base de la vérité politique, sur la base de la vérité sociale, sur la base de la vérité religieuse. Cela ne veut pas dire, car je prévois les observations et je vais au devant d'elles; cela ne veut pas dire que je croie que les gouvernements doivent négliger les questions économiques, que les peuples doivent être mal administrés. Je ne suis pas assez dépourvu de raison et de cœur pour me laisser aller à une semblable extravagance. Je ne dis pas cela, mais je dis que chaque question doit être mise à son rang, et que le rang de ces questions est le troisième, et non le premier: Voilà ce que je dis.

Traiter ces questions, c'est, a-t-on prétendu, le moyen de vaincre le socialisme. Ah! messieurs, le moyen de vaincre le socialisme! Qu'est-ce donc que le socialisme, si ce n'est une secte économique? Le socialisme est fils de l'économie politique comme le vipéreau est fils de la vipère, qui dévore celle qui vient de lui donner la vie. Entrez dans ces questions économiques, mettez-les au premier rang et je vous annonce qu'avant deux années vous aurez toutes les questions socialistes dans le Parlement et dans les rues. On veut combattre le socialisme! Le socialisme ne se combat pas, et cette opinion, dont les esprits forts auraient ri il y a quelque temps, n'excite plus le rire ni en Europe ni dans le monde. Si on veut combattre le socialisme, il faut recourir à cette religion qui enseigne la charité aux riches, aux pauvres la patience, qui enseigne aux pauvres à être résignés et aux riches à être miséricordieux.

Je passe à la seconde erreur: elle consiste à affirmer que le jour est venu pour nous de traiter les questions économiques avec l'importance qu'elles méritent. Messieurs, cette idée date du printemps dernier. La révolution sociale ayant été vaincue dans les rues de Madrid, la question ayant été résolue dans les champs de la Catalogne, l'opinion publique, aveugle alors comme elle l'est presque toujours, a vu en elle comme elle l'est partout, ce que nous étions si assurés de la vie que nous pouvions nous occuper exclusivement des finances. On s'est grandement trompé. L'erreur pourtant était alors excusable; aujourd'hui elle n'est excusable ni dans l'opinion publique, ni dans le Gouvernement, ni dans l'opposition progressiste, ni dans l'opinion conservatrice. Qui oserait dire en ce moment que nous sommes en sûreté? Qui ne voit à l'horizon obscur le nuage de la tempête?

Et qu'on n'allègue pas que la révolution a été vaincue en Espagne, vaincue en Italie, vaincue en France, vaincue en Hongrie; non, Messieurs; ce n'est pas la vérité. La vérité est que toutes les forces sociales concentrées et portées à leur plus haut degré de puissance, ont suffi à peine, et n'ont rien fait de plus que suffire à peine à contenir le monstre.

Ce n'est pas ici, c'est en France qu'on connaît les progrès du socialisme. Eh bien, sachez que le socialisme a trois grands théâtres. En France sont les disciples, rien que des disciples; en Italie sont les séides, rien que des séides; en Allemagne sont les pontifes et les maîtres. La vérité est, Messieurs, que malgré ces victoires, qui n'ont de victoires que le nom, le sphinx effrayant est devant vos yeux et qu'il ne s'est trouvé jusqu'ici aucun Colape qui sût déchiffrer l'énigme. La vérité est que le redoutable problème est debout et que l'Europe ne sait ni ne peut le résoudre. Voilà la vérité. Pour l'homme qui a une raison saine, du bon sens et un esprit pénétrant, tout annonce une crise prochaine et funeste, un cataclysme comme jamais les hommes n'en ont eu. Pensez, Messieurs, à ces symptômes qui ne se présentent jamais, et surtout qui ne se présentent jamais réunis sans annoncer d'épouvantables catastrophes.

Aujourd'hui, en Europe, toutes les voies, même les plus opposées, conduisent à la perdition. Les concessions perdent les uns, la résistance perd les autres. Ou la faiblesse doit causer la mort, vous voyez des princes faibles; ou l'ambition doit amener la ruine, vous voyez des princes ambitieux; ou le talent même doit mener à l'abîme, Dieu place des princes doués de talents.

Et ce qui arrive avec les princes arrive avec les idées. Toutes les idées, les plus misérables comme les plus grandes, produisent les mêmes effets. Jetez les yeux sur Paris et Venise, et voyez le résultat de l'idée démagogique et de l'idée magnifique de l'indépendance italienne. Et ce qui arrive avec les princes

et avec les idées arrive avec les hommes. Messieurs, où un seul homme suffirait pour sauver la société, cet homme n'existe pas, ou bien, s'il existe, Dieu dissout pour lui un peu de poison dans les airs. Au contraire, quand un homme seul peut perdre la société, cet homme se présente, cet homme est porté par les bras des nations, cet homme trouve tous les chemins apaisés. Si vous voulez voir le contraste, regardez la tombe du maréchal Bugeaud et le trône de Mazzini. Et ce qui arrive avec les princes, avec les idées, avec les hommes, arrive aussi avec les partis.

Messieurs, je sollicite votre attention, car ceci est pour nous d'une application plus immédiate. Où le salut de la société dépend de la dissolution de tous les partis anciens et de la formation d'un nouveau parti composé de tous les autres, les partis s'efforcent de ne pas se dissoudre et ne se dissolvent pas. C'est ce qui arrive en France. Le salut de la France serait la dissolution des partis bicapitaliste, légitimiste, orléaniste, et la formation d'un seul parti monarchique. Eh bien! dans cette France, où le salut de la société dépend de la dissolution des partis, les bicapitalistes pensent à Bonaparte, les orléanistes au comte de Paris, les légitimistes à Henri V. Et, tout au contraire, là où le salut de la société exigerait que les partis gardassent leur ancien drapeau, ne s'efforcent pas eux-mêmes, afin que tous leurs membres puissent combattre, réunis, de grands et nobles combats; là où cela serait nécessaire comme en Espagne, là les partis se dissolvent.

combattue par la volonté des hommes, étant soutenue, comme elle l'est, par la force même des choses. Voilà l'explication de la durée de la république française.

En m'entendant parler à la fois de l'autorité divine et de l'autorité humaine, on me dira peut-être: Qu'est ce que les questions religieuses ont à voir avec les questions politiques? Je ne sais, Messieurs, s'il se trouve ici un député qui croie qu'il n'existe aucun rapport entre les choses politiques et les choses religieuses; s'il en est un, je vais montrer leur relation nécessaire d'une manière telle qu'il la verra de ses propres yeux et qu'il la touchera de ses propres mains.

La civilisation a deux phases: une que j'appellerai affirmative, parce qu'en elle la civilisation repose sur des affirmations; je l'appellerai aussi progressive, parce que ces affirmations, sur quoi la société repose, sont des vérités; et enfin je l'appellerai catholique, parce que le catholicisme embrasse dans leur plénitude toutes ces vérités et toutes ces affirmations. L'autre phase de la civilisation, je l'appellerai négative, parce qu'elle repose exclusivement sur des négations; je l'appellerai décadence, parce que ces négations sont des erreurs; et je l'appellerai révolutionnaire, parce que ces erreurs se changent à la fin en révolutions qui bouleversent les Etats.

FEUILLETON.

Conversion d'une famille protestante.

PAR MME CAMILLE L...

Voici ce que Dieu m'a donné de voir, ce qu'il m'a fait la grâce d'admirer dans la joie d'un chrétien et ce que, je l'espère, il m'aidera à raconter.

Il y a quelques années, plusieurs familles anglaises vinrent se fixer à Quimper; deux surtout nous furent recommandées, à notre grand déplaisir, car, disons-nous, à quoi bon faire de si nouvelles et de si fugitives connaissances? Que viennent faire ici tous ces anglais? ce qu'ils viennent à faire, les uns viennent s'y convertir; les autres, comme plus dignes de nous, étaient envoyés de Dieu pour recevoir ses pauvres exilés de la famille du Christ, pour conduire ces aveugles-nés et pour rattacher ces membres déseignés un corps de l'Eglise catholique, apostolique et romaine.

da vers nous les pas de Marie S..., et grâces soient rendues à Dieu, qui a, pendant quatre ans, honoré notre Quimper de la présence de ce bel ange! Mariée à dix-huit ans, elle en avait vingt-six quand nous l'avons connue. Elle n'avait point d'enfants. En avez-vous beaucoup désiré, lui demandai-je un jour? Désiré, je suis pas, me répondit-elle dans son air et irrégulier langage; mais, demandé, jamais: Dieu sait faire. Chère et douce amie! il me l'avait prêt un temps ce Dieu, pour que je visse bien ce qu'il sait faire d'un cœur qu'on lui livre et d'une âme qu'on lui abandonne. Sous les voiles de la modestie d'une sainte, de la timidité et de la sauvagerie d'un enfant, elle cachait une science profonde, et, sous des dehors un peu froids, elle renfermait un cœur plein de tendresse, de candeur et de fermeté; et, en la suivant dans sa vie et la voyant s'emparer irrésistiblement de toutes les volontés, on pouvait dire: Elle conçoit avec force; elle opère avec douceur.

s'était dépossédé de cette chose sublime dont celui qui connaît si bien les besoins de l'âme et du cœur a dit: *Porro unum est necessarium.* Il n'avait pas la foi. Ni catholique, ni protestant, tout culte extérieur lui eût été insupportable et paraissait ridicule à son esprit et hostile à sa raison. Il haïssait nos prêtres et méprisait seulement les siens, adouciement peu désirable. Il croyait le prêtre catholique coupable des plus grands crimes et le ministre protestant, gâté par l'abondance ou par le désir du gain, insuffisant pour les plus petites vertus. Jugez de son mécontentement et de son effroi quand, venu dans ce Quimper dont l'aspect lui causa je ne sais quelle secousse intérieure, il se trouva que le logement qu'on lui avait loué était une petite maison tout près du séminaire. Il me foudra, dit-il, parcourant tout agité son jardin, il me foudra exhaler mes murs. Voilà vraiment un joli petit voisinage que l'on m'a choisi là!

rait d'enfer qu'on il me serait pas; seulement est il était son mari, ce qui gâtait tout; et puis encore, moins habile que George Sand, Eugène Sue, etc., elle ne savait point envelopper le blasphème dans les plus de nuances tantôt sombres et opaques, tantôt transparents et légers et, apercevant de loin les beautés du catholicisme, elle lisait avec une simplicité qui faisait mal: Simon mari va en enfer, je veux y aller aussi; la voilà telle que l'avait laissée le protestantisme, qu'elle aimait cependant et qu'elle méprisait avec plus de fiabilité et beaucoup de ses coreligionnaires. Nous verrons ce que sera en faire la vraie foi, la véritable Eglise de Jésus-Christ.

leurs fatigues, et, tout étonnés de tant de bonté, soupçonnant un peu cependant la cause d'un si grand zèle; ils ne peuvent échapper à ce charme et commencent par l'aimer, tout en se promettant bien, surtout monsieur W..., que la tête ne suivait pas le cœur.

Se gardant de disputer avec eux, elle s'empara des enfants. Elle qui n'en avait pas et qui disait souvent que Dieu, ne lui en ayant point donné, ne lui avait aussi laissé aucun attrait pour eux, ne marchait plus qu'entourée de ceux-là, se prêtant également aux idées riches et pleines de rêves des jeunes filles et aux jeux bruyants et tapageurs de la petite Florence et du petit Charles. Cela dura longtemps.

Elle ne trouvait, dans Emilie, l'aînée, que résistance et légèreté; dans Anna, âgée de treize ans, que brusque sauvagerie et attachement énergique à son culte. Il n'y avait pas jusqu'à la petite Florence, enfant de six ans, qui n'oubliât tout l'amour qu'elle portait pourtant à sa chère bonne amie pour lui dire les choses les plus désagréables sur les prêtres et sur les religieux; et, ce qui désolait bien plus la pauvre femme, c'est que cette enfant témoignait du mépris toutes les fois qu'elle entendait parler de la sainte Vierge ou qu'elle voyait une de ses statues. Je n'aime pas tout cela, disait-elle en frappant du pied; je ne vous aime pas quand vous allez à votre église.

Quant au petit Charles, qui n'avait pas encore trois ans, c'étaient les premières de la famille, c'était l'enfant bunt dont le soin de sa